

*Questions orales***QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, au cours de la dernière campagne électorale, j'ai dit que les conservateurs essaieraient de s'attaquer aux pensions des personnes âgées. Le premier ministre et le ministre des Finances m'ont alors traité de menteur. J'ai dit que les pêches de la côte est périlcleraient avec l'Accord de libre-échange et, encore une fois, on m'a traité de menteur.

J'ai dit que notre dollar monterait et que cela nuirait à nos exportations. On m'a encore traité de menteur. J'ai dit que les taux d'intérêt grimperaient et on m'a appelé menteur. J'ai dit que la TPS engloutirait des milliards de plus. Le ministre des Finances a répondu que je mentais et que la taxe ne coûterait pas un cent de plus aux contribuables du Canada.

Il y a un an, le ministre des Finances nous a dit à la Chambre: «Les conservateurs se sont engagés à faire certaines dépenses, mais nous avons suffisamment de fonds pour financer tout ce que nous avons annoncé.» Le premier ministre a ajouté: «Nous avons fait le compte de chaque cent.»

Est-ce que le premier ministre pourrait expliquer aux étudiants, aux personnes âgées, aux fonctionnaires et à l'ensemble des Canadiens ce qu'il voulait dire l'année dernière lorsqu'il a affirmé qu'il avait suffisamment d'argent pour faire face à tous les engagements pris? Je voudrais que le premier ministre nous dise qui, exactement, mentait au cours de la dernière campagne électorale.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député sait très bien de quoi je parlais dans mon discours lorsque j'ai fait allusion à la véracité de ses dires. Il ne s'agissait pas du tout de ce qu'il mentionne maintenant. Par conséquent, une fois de plus, il est en train d'induire les gens en erreur.

• (1420)

Il est clair que la situation financière du gouvernement du Canada a subi le contrecoup de la hausse des taux d'intérêt. Le fait est que ces taux sont sensiblement plus élevés que ce que nous avions prévu au moment de la campagne électorale et au moment de l'établissement du dernier budget. Pour être précis, nous envisagions des frais d'intérêt de l'ordre de 33 milliards de dollars. Ces frais ont maintenant grimpé à 39,5 milliards, ce qui a sensiblement modifié la position financière du gouverne-

ment et a nécessité quelques-unes des mesures que nous avons prises.

Je tiens toutefois à signaler que si l'on calcule l'augmentation de la dette nationale depuis 1984 et qu'on fait le lien avec le montant du service de la dette qui existait au moment où nous avons pris nos fonctions, on constate que c'est presque exactement la même chose.

M. Turner (Vancouver Quadra): Le fait est que le ministre des Finances, conseillant le premier ministre, a dit aux Canadiens durant les dernières élections que tous les engagements financiers étaient prévus au budget et que la taxe sur les produits et services qu'il projetait d'instaurer ne leur coûterait pas un cent de plus. C'est ce qu'il leur a dit.

[Français]

Les déclarations du premier ministre, monsieur le Président, sont très révélatrices. La semaine dernière, alors qu'il faisait campagne dans l'élection partielle de Chambly, le premier ministre du Canada a répété aux électeurs de Chambly combien le gouvernement avait mis d'argent dans la circonscription de Chambly, combien le gouvernement avait dépensé d'argent dans la circonscription de Chambly. Il a presque dit: Votez pour les conservateurs et l'argent va arriver dans la circonscription de Chambly. Pourtant, dès qu'il a tourné le dos, il s'est mis à reparler de la nécessité de réduire les dépenses. Comment se fait-il que le premier ministre est prêt à dépenser l'argent des contribuables du Canada pour gagner une élection partielle, alors qu'il réduit les crédits consacrés aux étudiants, aux personnes âgées, aux organisations d'aide alimentaire et au développement régional?

Pense-t-il qu'il peut acheter encore une fois une élection partielle à Chambly, comme il a acheté le siège du ministre de l'Environnement au Lac-Saint-Jean?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le chef de l'opposition quittera cette Chambre dans des conditions peu élégantes s'il maintient des questions semblables. Il doit savoir que dans la circonscription de Chambly, contrairement à ses affirmations, je n'ai nullement fait allusion de quelque nature que ce soit à des déclarations comme celle que me prête le chef de l'opposition. J'ai fait allusion cependant à l'expansion économique dans la région de Montréal, grâce à l'intervention de ce gouvernement dans les industries comme celles de l'automobile, de la pétrochimie, de l'aérospatiale et de la pharmaceutique, alors que le projet de loi C-22 a été «étranglé» par les libéraux au Sénat et ici à la Chambre. Et j'ai mentionné, comme il se doit, les interventions du gouvernement fédéral, de concert avec le gouvernement du Québec, afin de relancer l'économie de la grande région de Montréal, y compris bien sûr la ville de Beloeil.